

Convention de Pacte territorial – France Rénov (PIG)

**Communauté de Communes
YVETOT NORMANDIE**

2025-2029

La présente convention est établie :

Entre la communauté de communes Yvetot Normandie maître d'ouvrage de l'opération programmée, représenté par monsieur Gérard CHARASSIER son Président,

l'État, représenté en application de la convention de délégation de compétence par Monsieur Bertrand BELLANGER, Président du conseil départemental de Seine-Maritime,

Et l'Agence nationale de l'habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représenté en application de la convention de délégation de compétence par Monsieur Bertrand BELLANGER, Président du Département de la Seine-Maritime, agissant dans le cadre des articles R. 321-1 et suivants du code de la construction de l'habitation et dénommée ci-après « ANAH »,

ci-après définies collectivement, les « Parties Initiales ».

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment R. 327-1 (PIG), L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2023-2024, adopté par Conseil Départemental de la Seine-Maritime, le 7 décembre 2023,

Vu le Programme Départemental de l'Habitat (PDH), adopté par le président du conseil départemental de la Seine Maritime et le préfet de la région Normandie Seine-Maritime, le 23 novembre 2022,

Vu le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) adopté par le Pays du Plateau de Caux Maritime dont fait partie la Communauté de Communes, incluant des objectifs de rénovation énergétique et d'amélioration de l'habitat en date du 5 décembre 2022,

Vu la convention de cadrage du service public de la rénovation de l'habitat conclue entre l'Anah, l'État et le Conseil Régional de Normandie adoptée par délibération du conseil régional du 24 juin 2024,

Vu la délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité maître d'ouvrage de l'opération, en date du ..., autorisant la signature de la présente convention,

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de ..., en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du ...

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la Région en date du ...

Il a été exposé ce qui suit :

Table des matières

Préambule.....	5
Présentation du territoire et de ses enjeux.....	5
Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d’application.....	10
Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux.....	10
1.1. Dénomination de l’opération.....	10
1.2. Périmètre et champs d’intervention.....	10
Chapitre II – Enjeux de la convention de PIG PT-FR’.....	11
Article 2 – Enjeux du territoire.....	11
Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de la convention PIG PT-FR’.....	11
Article 3 – Volets d’action.....	11
3.1. Volet relatif à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels.....	11
3.2. Volet relatif à l’information, le conseil et l’orientation des ménages.....	13
3.3. Volet relatif à l’accompagnement.....	15
Article 4 – Objectifs quantitatifs globaux de la convention.....	15
Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires.....	16
Article 5 – Financements des partenaires de l'opération.....	16
5.1. Règles d’application.....	16
5.2. Montants prévisionnels.....	16
Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation.....	18
Article 6 – Conduite de l'opération.....	18
6.1. Pilotage de l’opération.....	18
6.1.1. Mission du maître d’ouvrage.....	18
6.1.2. Instances de pilotage.....	18
6.2. Mise en œuvre opérationnelle.....	18
6.2.1. Recours éventuel à des partenariats de mises en œuvre ou de prestataires.....	18
6.3. Évaluation et suivi des actions engagées.....	18
6.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs.....	19
6.3.2. Bilans et évaluation finale.....	19
Chapitre VI – Communication.....	20
Article 7 - Communication.....	20
Chapitre VII – Prise d’effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation.....	21
Article 8 - Durée de la convention.....	21
Article 9 – Révision et/ou résiliation de la convention.....	21
Article 10 Modalités de mise en œuvre du volet 3.3. « accompagnement » pendant la durée de la convention de PIG PT-FR’ initiale.....	21
10.1. Principes de mise en œuvre.....	21
10.2. Engagement des parties.....	22
10.2.1. Engagement du maître d’ouvrage de la Convention « volet accompagnement ».....	22
10.2.2. Engagement des autres parties.....	22
Article 11 – Transmission de la convention.....	22

Préambule

Présentation du territoire et de ses enjeux

La Communauté de Communes Yvetot Normandie, située au cœur du département de la Seine-Maritime, regroupe **19 communes** et constitue un territoire dynamique à la croisée des grands axes normands. Avec une population de **27 440 habitants**, elle se positionne comme un pôle économique de référence au sein de la région. Le territoire est en croissance démographique de plus de 3.6% en 11 ans, cette croissance est uniquement due aux variations annuelles de la population (pas d'impact des soldes migratoires).

Selon les chiffres de l'INSEE (2016), il est constaté à Yvetot un revenu médian par unité de consommation de 19 297 € (20 324 € pour le Département) avec un taux de pauvreté de 16 % (14.7% pour le Département). De ce fait, la ville perçoit la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) depuis des nombreuses années (1 701 000 € en 2020). Par ailleurs les valeurs locatives restent basses et limitent le potentiel fiscal de la ville.

La communauté de communes Yvetot Normandie compte **11 597 ménages** en 2017. Les couples sont plus fréquents, qu'ils soient sans enfant (31 % contre 28 % pour la Normandie) ou avec (28 % contre 26 % en Normandie). Les personnes seules ne représentent ainsi que 32 % de la population (36 % en Normandie) et les familles monoparentales sont un peu moins fréquentes avec 8 % des ménages (9 % en Normandie). Sur les 10 dernières années, le nombre de ménages progresse nettement plus vite qu'à l'échelle régionale (respectivement + 15,2 % et 7,3 %), et notamment les personnes seules et les familles monoparentales. 44 % des plus de 80 ans vivent seuls. Ils représentent 717 personnes en 2017, soit 293 de plus qu'il y a 10 ans.

La répartition par classe d'âge est globalement semblable pour chaque tranche d'âge (16 à 18 %), sauf pour les 75 ans et plus (9 %) et 45 – 59 ans (21 %).

Emploi

Le territoire intercommunal recense 2473 établissements privés, présente une dynamique commerciale avec près de 150 commerces en centre-ville d'Yvetot, deux marchés hebdomadaires « à ciel ouvert » qui comptent une soixantaine d'exposants, et un troisième sur une autre commune du territoire (les Hauts de Caux).

Au niveau de la ville centre, on trouve une diversité d'équipements commerciaux et de loisirs mais les loyers sont très élevés, certains propriétaires ne souhaitent pas vendre leurs locaux, ce qui conduit certaines activités commerciales et acteurs économiques à se tourner vers la périphérie de la ville (par exemple en centre-ville un local de 120 m² peut-être loué 3 000 € par mois).

Le PLUi entré en application sur le territoire intercommunal limite fortement la possibilité de développer de nouvelles zones d'activités. La reconversion de friches et la densification des zones urbaines est donc indispensable et nécessaire, pour continuer à accueillir de nouvelles entreprises et permettre le développement des entreprises déjà implantées.

Le développement de l'emploi impacte la démographie et génère le plus souvent des besoins en logement. À l'inverse, la perte d'emplois sur le temps long explique souvent un déclin démographique et un marché de la construction plus ténu. La CCYN affiche un indice de concentration d'emplois inférieur à 1 (0.89), elle concentre davantage d'actifs que d'emplois. Les grands pôles métropolitains du Havre et de Rouen captent beaucoup d'actifs.

Analyse de l'habitat

12 951 logements sont situés dans l'EPCI dont 73 % de maisons individuelles. L'analyse se distingue en 2 zones :

- Sur la commune d'Yvetot : Un parc locatif privé et social conséquent (28 %), des logements propriétaires occupants minoritaires (33 %)
- En dehors d'Yvetot : l'enjeu opérationnel est essentiellement ancré sur les propriétaires occupants (69 %).

La progression du nombre de logements dans l'intercommunalité entre les deux derniers recensements de 2012 et 2017 est supérieure au niveau régional (respectivement 1,3 % et 0,9 % en moyenne par an). Sur la même période, le territoire gagne des habitants et des ménages.

Le nombre moyen de personnes par ménage est de 2,23 en 2021 (contre 2.6 en 1999). L'augmentation du nombre de ménages en parallèle d'une réduction de la taille moyenne des ménages sont des phénomènes généralisés à l'échelle nationale.

Typologie d'occupation : (source, fichier foncier 2021)

zone	Locatif privés	Propriétaires occupants	Résidences secondaires	Locatifs sociaux	Logements vacants	TOTAL
CCYN	2 841 22%	6 558 51%	446 3%	2 347 18%	759 6%	12 951 100%
YVETOT	1 923 29%	2 188 33%	199 3%	1 857 28%	464 7%	6 631 100%
HORS YVETOT	918 15%	4 370 69%	247 4%	490 8%	295 5%	6 320 100%

Les propriétaires occupants représentent 6558 ménages pour la CCYN (51 % du total des ménages fiscaux), 2 188 pour Yvetot sachant que la moyenne départementale est de 54,3 %.

Les locataires du parc privé représentent 2841 ménages pour la CCYN (22 % du total des ménages fiscaux), 1923 pour Yvetot sachant que la moyenne départementale est de 19,3 %.

Taille des logements

La ville d'Yvetot recense 31 % de logements d'une surface habitable comprise entre 55/74 m², 25,1 % comprise entre 75/94 m² et 22,9 % ayant plus de 95 m².

La surface moyenne des logements est de 83 m² pour le Département, 92 m² pour la CCYN et 79 m² pour la ville d'Yvetot.

Dynamiques du marché immobilier

Chiffres clefs : + 28,7 % de biens négociés entre 2018 et 2019, 269 transactions en 2019, prix médian de vente des maisons de 164 k€ en 2018, prix médian des appartements de 1 676 €/m² en 2018.

Le marché immobilier de la Communauté de communes Yvetot Normandie est particulièrement dynamique et actif. La majorité des transactions concernent des maisons (78 %). La moitié des transactions concernent Yvetot. La commune d'Allouville-Bellefosse à un prix médian particulièrement élevé pour le secteur (222 k€, 155 k€ à 166 k€ en moyenne pour la CCYN).

Les appartements représentent 22 % des transactions immobilières du secteur, le marché est exclusivement concentré à Yvetot. Depuis 2011, le volume des transactions n'a cessé d'augmenter passant d'une quinzaine en 2011 à 40 transactions en 2018. Le prix médian a varié de 1 630 €/m² à 1 830 €/m², sans doute, selon les années, par la présence plus ou élevée de logements neufs sur le marché.

Vacance des logements

La CCYN recense 221 logements vacants, dont 117 sur la ville d'Yvetot.

Le pourcentage de logements vacants est de 9,4 % pour la Seine-Maritime, 2 % pour la CCYN et 2 % pour Yvetot. La vacance est donc très faible sur le territoire.

Propriétaires occupants sous plafonds de ressources de l'ANAH

La ville d'Yvetot recense :

- 366 ménages propriétaires occupants sous les plafonds de l'ANAH de situation très modeste (16 %), 292 ménages propriétaires occupants sous les plafonds de l'ANAH de situation modeste (13 %).
- 270 résidences principales individuelles avec des propriétaires occupants modestes, 22 résidences principales collectives avec des propriétaires occupants modestes.

- 337 résidences principales individuelles avec des propriétaires occupants très modestes, 29 résidences principales collectives avec des propriétaires occupants très modestes.

Parc Privé Potentiellement Indigne (PPPI)

La CCYN recense 166 habitats privés potentiellement indigne dans l'ensemble des résidences principales privées (2,4 %), dont 78 au sein de la ville d'Yvetot (2,5 %) (donnée 2017).

Signalements d'habitat dégradé

7 signalements d'habitats indigne au CLHD ont été signalés depuis 2010 dont 75 % à Yvetot.

Besoin en adaptation au vieillissement et aux situations de handicap

30 % des logements de la CCYN appartiennent à une personne ayant plus de 65 ans (3500 ménages), dont 70 % sont des propriétaires occupants.

L'indice de jeunesse entre 2012 et 2017 a diminué de 2.54%. Entre 2013 et 2017, toutes les tranches d'âges inférieures à 60 ans sont en recul. À l'inverse, les personnes nées entre 1945 et 1975, âgées aujourd'hui de 60 à 74 ans, sont en nette augmentation.

Les copropriétés

La ville d'Yvetot recense la quasi-totalité des copropriétés (84/85). Seuls 5 logements hors d'Yvetot sont situés en copropriété dans la CCYN, contre 1207 à Yvetot.

Rénovation énergétique

Nous avons connaissance de 3 925 DPE réalisé entre 2013 et 2022 et 31 % de ces diagnostics sont en classe E, F ou G (1 201 logements).

Plus de la moitié des résidences principales (53 %) a été construite avant la première réglementation thermique (1974). Ces logements sont anciens, avec une faible performance énergétique. Cette ancienneté est portée différemment par les maisons et les appartements, puisque les premiers sont construits principalement avant 1919, tandis que les seconds entre 1946 et 1970. Dans les deux cas, une seconde période de construction majeure apparaît entre 1970 et 1990. Cependant, ces données ne prennent pas en compte les efforts de rénovation réalisés depuis la construction des logements.

Politique territoriale de la CCYN

La Communauté de Communes Yvetot Normandie a choisi d'axer ses deux derniers mandats (2014-2020 et 2020-2026) sur la transition écologique et énergétique. Depuis 2018, elle n'a cessé de s'engager dans divers programmes visant à soutenir les actions concrètes en faveur du développement durable. Pour rappel, « **Territoire à Énergie Positive pour la Croissance Verte** », « **Territoire durable 2030** », « **Territoire engagé pour la nature** », « **Territoire 100 % énergie renouvelable** » et le « **Plan Climat Air Énergie Territorial** », « **Plan Alimentaire Territorial** », « **Territoire et Climat** » sont autant de dispositifs auxquels Yvetot Normandie adhère et œuvre.

La CCYN ne dispose pas de la compétence Habitat, elle compte moins de 30 000 habitants, elle n'a donc pas de PLH. Ainsi la délégation des aides à la pierre est portée par le Département.

Dans le cadre du Plan Climat (qui a été élaboré à l'échelle du Pays du Plateau de Caux Maritime), l'action 2 consiste à « **Faciliter la rénovation des logements** ». En effet, le secteur résidentiel représente 23 % de la consommation d'énergie du territoire, près de 11 % des émissions de Gaz à Effet de Serre et un quart des émissions de Composés Organiques Volatils, de dioxyde de soufre et de particules fines PM 2,5. La réduction de la consommation d'énergies dans le secteur passera en premier lieu par la rénovation thermique des logements.

Dispositifs d'accueil et d'accompagnement

La CCYN a conventionné avec l'**association INHARI** pour réaliser les missions de conseil, accompagnements des ménages dans le cadre du **programme SARE**.

De plus, des permanences physiques ont été organisées au sein du siège de la CCYN. En 2024, 33 permanences d'une demi-journée (soit 4 rendez-vous/permanences) SARE et 10 permanences PIG ont été

effectuées. Les permanences des Espaces Conseil France Rénov ont permis de proposer un accompagnement à la rénovation pour les publics intermédiaires et supérieurs entre 2021 et 2024.

Sur le territoire de la CCYN, un **PIG départemental** a été mis en place depuis 2019 pour les personnes aux revenus modestes et très modestes, **l'association INHARI** était la structure porteuse sur le territoire.

Ce programme démontre une réelle dynamique de porteurs de projet sur des travaux de rénovation énergétique, de lutte contre l'habitat indigne et d'adaptation des logements à la perte d'autonomie de leurs occupants.

Dans le cadre de sa politique d'aide propre, la CCYN a aussi souhaité mettre en place des aides financières à la rénovation.

- En 2021 : CCYN débute son accompagnement financier par l'appui aux audits, ce programme d'aide n'a pas été très utilisé (seuls 5 dossiers déposés). Ainsi les élus de la collectivité ont préféré se tourner vers une aide aux travaux l'année suivante.
- En 2022 : la CCYN avait mis un budget de 50 000 € pour aider les projets de rénovation utilisant des matériaux biosourcés, seuls 5 dossiers avaient été déposés pour 7 300 € d'aides octroyées (1 400 € par projets en moyenne). À l'issue de ce premier dispositif d'aides, la CCYN a choisi d'élargir son dispositif à tout type d'isolation pour tous les habitants propriétaires de son territoire.
- En 2023 : la CCYN a ouvert son dispositif d'aide aux travaux d'isolation uniquement avec un bonus pour l'utilisation de matériaux biosourcés. 50 000 € d'aides accordées pour 24 dossiers et pour 417 000 € de travaux et 2 100 € d'aide / dossier. Ce dispositif s'est avéré efficace est complètement utilisé
- En 2024 : la CCYN augmente largement son enveloppe financière à 180 000 € et souhaite se positionner en complément des aides de l'État via le dispositif « Ma Prime Rénov parcours accompagné », au 15 novembre 2024, 140 000 € d'aides ont été accordées à 27 personnes avec un montant d'aide moyen de 5 150 €.

La commune d'Yvetot et la communauté de communes Yvetot Normandie ont souhaité s'engager dans le programme **Petites Villes de Demain**, selon les termes de la convention d'adhésion en date du 25 octobre 2021. La convention s'est transformée en décembre 2023 en **convention ORT**. En signant cette convention, la commune d'Yvetot assume son rôle de centralité au bénéfice de la qualité de vie des habitants de la commune et des territoires alentours, la commune de Sainte-Marie-des-Champs affiche sa volonté d'œuvrer en commun pour un développement commercial concerté, avec une volonté des deux communes de s'engager résolument dans une trajectoire dynamique s'orientant vers la transition écologique.

Dans le cadre de ce programme, la ville d'Yvetot a souhaité mettre en place une subvention à la rénovation en 2024 pour les logements situés dans le périmètre de l'ORT. 10 000 € ont été débloqués, 2 dossiers ont pu être aidés.

En revanche la Communauté de Communes Yvetot Normandie ainsi que la ville d'Yvetot n'ont pas souhaité lancer un programme d'OPAH RU compte tenu des priorités et contraintes budgétaires des collectivités de la CCYN.

Stratégie de la Communauté de Communes Yvetot Normandie

Objectifs de la collectivité :

La préservation de la biodiversité et l'adaptation au changement climatique sont désormais des priorités incontournables en matière de développement des territoires. La loi Climat et Résilience, entrée en vigueur en août 2021, traduit une orientation forte des politiques gouvernementales que doivent décliner les orientations locales : la Zéro Artificialisation Nette (ZAN) conduit les territoires à baisser de 50 % d'ici 2030 le rythme d'artificialisation et de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers. En 2050,

l'objectif zéro artificialisation nette devra être atteint. Par conséquent, les modalités de développement de l'offre de logements doivent être régulièrement interrogées, recherchant une plus grande densité dans les opérations neuves en extension et en favorisant le renouvellement : mobilisation des dents creuses et remobilisation du parc vacant. En outre, il s'agira également de coordonner les développements pour mieux répondre aux besoins tant quantitatifs que qualitatifs.

Ainsi la collectivité souhaite travailler sur les objectifs suivants dans ses diverses politiques :

- Réduire les émissions de CO2
- Réduire la dépendance aux énergies fossiles
- Améliorer la qualité de l'air et la santé de la population
- Réduire le budget énergétique des ménages
- Diminuer l'artificialisation des sols en périphérie au travers d'une offre de logements attractifs et suffisants, et de la remise sur le marché des logements vacants
- Améliorer et préserver la valeur patrimoniale des immeubles en centre-ville
- Diversifier l'offre d'habitat en centre-ville par production de logements conventionnés
- Améliorer l'accessibilité des logements pour les adapter au vieillissement des personnes, permettre aux personnes à mobilité réduite ou en situation de handicap un maintien à domicile et améliorer leur cadre de vie
- Lutter contre les situations d'habitat indigne et accompagner les personnes vers une offre leur correspondant
- Bénéficier d'un meilleur cadre pour le maintien et le développement des locaux artisanaux et commerciaux en centre-ville

À l'issue de ce constat il a été convenu ce qui suit :



Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application

Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux

1.1. Dénomination de l'opération

La Communauté de Communes Yvetot Normandie, l'État et l'Anah décident de réaliser le programme d'intérêt général Pacte territorial France Rénov' d'Yvetot Normandie

1.2. Périmètre et champs d'intervention

Le périmètre d'intervention se définit comme suit :

- **La Communauté de Communes Yvetot Normandie dans sa globalité**

Ainsi les communes couvertes sont :

- Allouville-Bellefosse (76001)
- Auzebosc (76043)
- Baons-le-Comte (76055)
- Bois-Himont (76110)
- Carville-la-Folletière (76160)
- Croix-Mare (76203)
- Écalles-Alix (76223)
- Écretteville-lès-Baons (76225)
- Hautot-le-Vatois (76347)
- Hautot-Saint-Sulpice (76348)
- Les Hauts-de-Caux (76041)
- Mesnil-Panneville (76433)
- Rocquefort (76531)
- Saint Martin de l'If (76289)
- Saint-Clair-sur-les-Monts (76568)
- Sainte-Marie-des-Champs (76610)
- Touffreville-la-Corbeline (76702)
- Valliquerville (76718)
- Yvetot (76758)

- **Pour tous les publics**

Les champs d'intervention sont les suivants :

- **Pour le volet 1 :** La CCYN mettra à disposition son chargé de mission transition énergétique pour mettre en place les animations, réunions, campagne afin d'aller-vers les habitants (locataires ou propriétaires) et les professionnels sur les thématiques d'adaptation et rénovation. De plus, l'association INHARI se verra confier la réalisation de 4 réunions d'informations/stands par année à définir avec le service transition énergétique.
- **Pour le volet 2 :** la CCYN choisi de confier la totalité des missions du volet 2 à l'association INHARI afin de réaliser 42 permanences physiques sur le territoire en rendez-vous au siège de la CCYN (4 rue de la brême, 76190 YVETOT), 42 visites à domicile pour le suivi des dossiers (rénovation et autonomie ainsi que les logements indignes) ainsi qu'au moins 500 contacts téléphonique.
- **Pour le volet 3 :** la CCYN souhaiterait conventionner avec le département 76 pour l'accompagnement des publics modestes et très modestes dans la réalisation des projets. La CCYN ne souhaite pas pour l'instant porter le volet 3 pour les ménages aux revenus intermédiaires et supérieurs.

Chapitre II – Enjeux de la convention de PIG PT-FR'

Article 2 – Enjeux du territoire

Après avoir présenté les caractéristiques de la Communauté de Communes Yvetot Normandie en termes d'habitat, il a été repéré les enjeux suivants :

- **Faire connaître** (action d'information, support de communication) : la CCYN remarque que la communication est toujours très importante et jamais suffisante. Avec son service communication, la CCYN mobilisera tous les supports (web, papier, affichage, presse...) pour faire connaître les dispositifs d'aides et de conseil à la rénovation et adaptation des logements
- **Aller vers** (repérage, info spécifique préventive, ...) notamment envers les publics qui ne sollicitent pas les aides par méconnaissance ou complexité administrative notamment en milieu rural.
- **Mobiliser des professionnels** (rencontres animations avec les partenaires et les professionnels locaux....)
- **Informier, conseiller, orienter** (ECFR) : L'enjeu est d'avoir un service public identifiable et accessible à tous, sous la bannière France Rénov' et adapté aux spécificités des besoins des populations locales. Un service public sur la rénovation et l'adaptation des logements accessible à toute la population. En effet, une nouveauté pour la CCYN sera l'ouverture à tous les publics (pas uniquement les foyers aux revenus très modestes et modestes) du conseil sur l'adaptation du logement au vieillissement compte tenu des caractéristiques de la population

Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de la convention PIG PT-FR'

Article 3 – Volets d'action

3.1. Volet relatif à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels

3.1.1 Descriptif du dispositif

Pour la mise en place du volet 1 du Pacte Territorial, la CCYN compte :

- **La mobilisation les ménages** (quels que soient leurs revenus) par des actions de sensibilisation, la communication et l'animation.

Le chargé de mission transition énergétique sera mobilisé sur cette action avec le chargé de communication afin de proposer des supports variés (campagne publicitaire sur les arrêts de bus, sur les bus, articles dans la presse locale, dans le magaz'Yn, sur les réseaux sociaux, sur l'outil numérique « Panneau pocket » des communes, sur le site internet).

4 réunions d'informations tout publics seront organisées par an avec l'association INHARI sur différents thèmes (adaptation du logement, rénovation thermique, changement du mode de chauffage, balade thermiques). Ces réunions pourront se dérouler en journée, soirée ou week-end en fonction du public cible. Un stand sur le salon de l'habitat sera aussi réalisé.

Un lien important avec les agents réalisant l'accueil France Service au sein de la CCYN sera réalisé. En effet, il est important que tous les professionnels connaissent bien les dispositifs d'aides et les partenaires travaillant sur la rénovation et l'adaptation.

- **la mobilisation des publics prioritaires :**

Cette action a déjà démarré en 2024 et sera amplifiée via le Pacte Territorial. En effet, la CCYN a créé des liens avec les professionnels qui sont au contact des publics prioritaires : assistantes sociales des CCAS, CMS, secours catholique, ADIL. Les comités habitat dégradés se dérouleront dans nos locaux pour l'année 2025 et permettent ainsi de suivre au plus près les projets de rénovation et comprendre les points bloquants. Les bénévoles du secours catholique sont un précieux appui qui peut aider au déblocage de certaines situations complexes.

Le chargé de mission petite ville de demain quant à lui, organisera des événements auprès des copropriétés d'Yvetot dans le cadre de l'ORT. Il est prévu :

- une réunion d'information sur les droits et devoirs face aux enjeux de la rénovation envers les bailleurs
- une action ciblée avec les syndics de copropriétés
- une action sur les petites copropriétés de moins de 20 lots en centre-ville

- La mobilisation des professionnels sera réalisée en interne :

Un document d'information sera communiqué à tous les professionnels afin de présenter l'engagement de la CCYN dans un Pacte Territorial et une mise à jour du site internet permettra de référencer les professionnels du territoire.

Une réunion d'information sera proposée dans l'année afin d'informer les professionnels des actualités sur la rénovation et de faire réseau.

- Animation locale des AMO

L'animation locale des AMO sera portée collectivement par la CCYN et les différents partenaires comme le référent France Rénov de la DDTM.

3.1.2 Indicateurs et Objectifs

Les indicateurs qui seront évalués pour la réalisation de ce volet 1 seront les suivants :

	OBJECTIFS
Nombre d'animations réalisées et public touché (ménages, professionnels, publics prioritaires)	7 (3 envers les ménages, 1 envers les professionnels, 3 envers les copropriétés)
Nombre d'outils de communication réalisés	Une campagne publicitaire Un flyer spécifique envers les professionnels Un flyer spécifique envers les ménages
Nombre de prises de contact dans le cadre des actions de dynamique territoriale (via les réunions d'infos, les stands sur le marché/salon)	70
Taux de transformation en rendez-vous de conseil personnalisé de ces prises de contact	20%

3.2. Volet relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages

3.2.1 Descriptif du dispositif

Pour le volet 2, la CCYN va conventionner avec l'association INHARI afin d'informer le public.

- **Missions d'information :** l'entretien vise à répondre aux premières interrogations du ménage, pouvant le cas échéant aboutir sur un conseil personnalisé ou une orientation vers une structure adaptée au besoin du ménage. Ces informations peuvent être apportées par un guichet lors d'une permanence physique ou par téléphone, par mail ou lors d'évènements.
- **Missions de conseil personnalisé :** Les conseils délivrés par le guichet sont neutres, gratuits, qualitatifs et adaptés aux besoins du ménage. Le conseil a pour objectif d'apporter une information plus approfondie, adaptée et personnalisée à la situation et aux besoins du ménage. Ce conseil est réalisé préférentiellement par une permanence physique.
- **Mission d'orientation :** L'orientation consiste à envoyer le ménage vers l'interlocuteur adéquat pour poursuivre son projet : obtenir d'autres sources d'information selon la thématique abordée (ADIL, CAUE, etc.), obtenir de l'aide administrative (France services) ou être accompagné dans son projet de travaux (assistants à maîtrise d'ouvrage).
- **Missions d'appui au parcours d'amélioration de l'habitat :** le guichet pourra proposer de manière optionnelle aux ménages un conseil renforcé en amont d'une orientation vers une AMO. Le conseiller pourra se rendre au domicile du ménage ou visiter la copropriété et rencontrer le syndicat des copropriétaires le cas échéant pour faciliter la stabilisation du projet du ménage ou du syndicat des copropriétaires en complément de l'information et du conseil qui lui a été apporté au cours de son parcours.

Ces missions sont réalisées depuis les locaux d'INHARI par téléphone, mail ou visioconférence, et en présentiel sur le territoire à l'occasion de permanences locales ou à l'occasion de salons ou d'évènements.

Les missions d'information doivent permettre d'apporter des réponses aux ménages sur les enjeux tant techniques que financiers, juridiques et sociaux de leur projet de travaux.

La mission d'information, conseil et orientation couvre en particulier les aspects :

1. **Techniques :** les différents travaux de rénovation, notamment ceux adaptés aux spécificités du territoire (critères techniques, contraintes patrimoniales, avis sur les devis, etc.) ; l'organisation d'un projet de travaux, le réseau professionnel local et les signes de qualité existants
2. **Financiers :** les aides nationales et locales mobilisables pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage et pour la réalisation de travaux, l'articulation entre les différentes aides existantes (rénovation énergétique, adaptation du logement, lutte contre l'habitat indigne ou dégradé) ;
3. **Juridiques :** les obligations du propriétaire en cas de vente ou mise en location (règles de décence, réalisation d'un DPE, etc.), les autorisations de travaux à obtenir et les démarches administratives pour leur obtention, la contractualisation avec les intervenants au programme de travaux.
4. **Sociaux :** définitions des ressources et de l'éligibilité aux dispositifs, nécessité de relogement temporaire ou définitif, organisation avec les France services locaux pour une aide administrative et numérique ;
5. **Lutte contre la fraude :** signalement des acteurs frauduleux par les modalités existantes, utilisation du Guide d'orientation des particuliers face aux fraudes à la rénovation énergétique.
6. **Informations et conseils aux syndicats de copropriétaires :** démarches en copropriétés, règles de vote des travaux, aides mobilisables par le syndicat de copropriétaires

7. **Informations et conseils aux propriétaires bailleurs** : dispositifs fiscaux existants, aides spécifiques, obligations en tant que propriétaire bailleur, droits des locataires.

Pour répondre efficacement aux ménages du territoire, INHARI s'engage via la convention à :

- Mettre à disposition une équipe pluridisciplinaire pour répondre à l'ensemble des demandes, composée notamment de conseillers et techniciens de l'habitat, thermiciens, travailleurs sociaux, spécialistes de la copropriété et des projets locatifs.
- Suivre les formations proposées par l'Anah pour mettre à jours les connaissances et compétences de l'équipe d'animation du territoire,
- Assurer un suivi des actions menées auprès de chaque ménage avec les logiciels dédiés, GestHabitat et le logiciel de l'Anah, pour permettre un suivi des demandes et rendre compte à la collectivité de son activité sur le territoire.
- Réaliser 4 permanences d'une ½ journée par mois (sauf 3 permanences en juillet, aucune en août et 3 permanences en décembre) sur le territoire de la collectivité soit un total prévisionnel annuel de : **42 permanences sur le territoire**. Un outil de prise de RDV en ligne déjà en fonctionnement complète l'accueil téléphonique, permettant aux ménages ou à la collectivité de prendre directement rendez-vous avec INHARI.

Le numéro de téléphone : **02.32.08.13.00**

Le contact mail : **contact@inhari.fr**

Prise en rdv en ligne sur : **<https://shorturl.at/clTSP>**

Lieu des permanences : **4 rue de la brême, 76190 YVETOT**

- S'informer continuellement de l'évolution des dispositifs d'aide locaux (Département, Région, partenaires) et nationaux relatifs aux aides financières et à l'accompagnement pour apporter une information complète et actualisée.
- Sensibiliser les ménages éligibles à l'intérêt et aux spécificités de la rénovation énergétique performante, en s'appuyant sur le chèque éco-énergie de la Région Normandie et à son réseau partenarial

Dans le cadre de l'animation de l'Espace Conseil France Rénov', INHARI propose aux ménages un conseil renforcé à domicile en amont d'une orientation vers une AMO. L'objectif de cette mission de conseil renforcé est d'assurer un démarrage efficace du projet de travaux du ménage en évitant au maximum l'orientation d'un ménage vers un AMO ne conduisant pas à un projet de travaux effectif.

Au regard des besoins du territoire, les **conseils renforcés au domicile des ménages** du territoire concerneront :

- Les projets de rénovation énergétique en amont d'une AMO MonAccompagnateurRénov',
- Les projets d'accessibilité en amont d'une AMO MaPrimeAdapt',
- Les projets de résorption de l'habitat indigne en amont d'un AMO MaPrime Logement Décent.

Pour réaliser ces missions, INHARI programmera 4 demi-journées par mois sur le territoire de la collectivité (sauf 3 permanences en juillet, aucune en août et 3 permanences en décembre), soit un total prévisionnel annuel de : **42 demi-journées de visites** gratuites en faveur des ménages du territoire.

D'un commun accord entre les parties, le périmètre et les objectifs du programme d'actions pourront faire l'objet, en cours d'exécution de la convention, d'ajustements afin de tenir compte, notamment, du contexte économique et sanitaire dans lequel s'inscrit le déploiement Pacte Territorial France Rénov'.

3.2.2 Indicateurs et Objectifs

Les indicateurs qui seront évalués pour la réalisation de ce volet 2 seront les suivants :

	OBJECTIFS
Nombre de contacts relatifs à une demande d'information	500
Nombre de personnes rencontrées en permanence physique	168 (42*4)
Nombre de rendez-vous de conseil personnalisé à domicile	84 (42*2)
Typologie des ménages rencontrés	Chaque typologie de ménage (TM, M, I, S) doit être rencontrée (mini 15% dans chaque catégorie)
Délai moyen entre la première prise de contact et le rendez-vous de conseil personnalisé	20 j (en retirant les vacances scolaires d'été)
Pourcentage d'orientation vers des accompagnements aux travaux	50%

3.3. Volet relatif à l'accompagnement

La CCYN souhaiterait conventionner avec le département 76 pour l'accompagnement des publics modestes et très modestes dans la réalisation des projets. La CCYN ne souhaite pas pour l'instant proposer de portage du volet 3 pour les ménages aux revenus intermédiaires et supérieurs.

Article 4 – Objectifs quantitatifs globaux de la convention

Les objectifs quantitatifs prévisionnels de répartition annuelle de la convention sont définis dans le tableau ci-dessous :

Objectifs prévisionnels de répartition annuelle du volet Information conseil et orientation de la convention (obligatoire)						
	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL
Volet 3.2. Information-conseil-orientation des ménages						
Nombre de ménages effectuant une demande d'information	500	500	500	500	500	2500
Nombre de ménages bénéficiant d'un conseil personnalisé	84	84	84	84	84	420
Dont copropriétés	5	5	5	5	5	15
Nombre de ménages bénéficiant d'une mission d'appui au parcours (facultatif)	42	42	42	42	42	210
Dont copropriétés						

Ces objectifs permettent une vision indicative des volumes d'information, de conseil, et le cas échéant, d'accompagnements réalisés chaque année.

Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires.

Article 5 – Financements des partenaires de l'opération

5.1. Règles d'application

5.1.1. Financements de l'Anah

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent de la réglementation de l'Anah, c'est à dire du code de la construction et de l'habitation, du règlement général de l'agence, des délibérations du conseil d'administration, des instructions du directeur général, des dispositions inscrites dans le(s) programme(s) d'actions et, le cas échéant, des conventions de gestion passées entre l'Anah et le délégataire de compétence.

Pour les travaux de rénovation énergétique réalisés par des ménages aux revenus « Intermédiaires ou supérieurs » les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent du décret n°2020-26 et de l'arrêté du 14 janvier 2020 relatif à la prime de transition énergétique ainsi que de l'arrêté du 17 novembre 2020 relatif aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation des travaux et prestations dont les dépenses sont éligibles à la prime de transition énergétique.

Les conditions relatives aux aides de l'Anah et les taux maximaux de subvention sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation de l'Anah.

5.1.2 Financements du maître d'ouvrage

La CCYN portera en régie la majeure partie du volet 1 grâce à l'implication des agents du service transition énergétique et des agents du service communication.

Budget du volet 1 par acteur	
CCYN (frais de personnel et de communication)	26 500
Prestation via INHARI pour les réunions d'information	3 600
TOTAL volet 1(montant TTC)	30 100

Concernant le volet 2, la CCYN compte conventionner avec INHARI pour réaliser les missions.

Budget du volet 2 par acteur	
Prestation via INHARI	49 725
TOTAL volet 2(montant TTC)	49 725

Le détail des missions est fourni en annexe.

5.1.3 Financements par les autres partenaires

La CCYN est ouverte aux autres financements de partenaires (type Région, programmes CEE spécifiques, autres partenaires) qui interviendraient en déduction de sa part d'autofinancement.

5.2. Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de **l'Anah** pour l'opération sont de **197 562€**,

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement du **maître d'ouvrage** (CCYN) pour l'opération sont de **201 562 €**,

Ces montants sont répartis, de manière prévisionnelle, selon l'échéancier fournis ci après :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Missions de dynamique territoriale (obligatoire)	Anah	14 650	14 650	14 650	14 650	14 650	73 250
	Maitre d'ouvrage	15 450	15 450	15 450	15 450	15 450	77 250
	Autres partenaires						
Missions d'informations, conseils et orientation (obligatoire)	Anah	24 862	24 862	24 862	24 862	24 862	124 310
	Maitre d'ouvrage	24 862	24 862	24 862	24 862	24 862	124 310
	Autres partenaires						
Missions d'accompagnement (facultatif)	Anah						
	Maitre d'ouvrage						
	Autres partenaires						
Aides aux travaux (facultatif) <i>(Déclinaison possible par type d'intervention)</i>	Anah						
	Maitre d'ouvrage						
	Autres partenaires						
Total	Anah	39512	39512	39512	39512	39512	197560
	Maitre d'ouvrage	40312	40312	40312	40312	40312	201560
	Autres partenaires						

Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation

Article 6 – Conduite de l'opération

6.1. Pilotage de l'opération

6.1.1. Mission du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage sera chargé de piloter l'opération, de veiller au respect de la convention de programme et à la bonne coordination des différents partenaires. Il s'assurera par ailleurs de la bonne exécution par les différentes structures de mise en œuvre de chaque volet d'action.

6.1.2. Instances de pilotage

Les comités de pilotage ont pour objectif la coordination et l'animation des partenariats.

Le pilotage est assuré par le maître d'ouvrage de l'opération. Des réunions seront organisées autant que nécessaire en vue d'assurer un bon déroulement de l'opération. À cet effet, deux comités de pilotage sont mis en place.

Le comité de pilotage stratégique chargé de définir les orientations de l'opération et de permettre la rencontre de l'ensemble des partenaires concernés. Il se réunira au moins une fois par an. Il sera composé de tous les partenaires susceptibles d'aider à la mise en œuvre du programme (institutionnels, financiers et techniques) avec, au minimum, le représentant local de l'État, le représentant local de l'Anah, la collectivité signataire de la convention de cadrage dont le territoire dépend (Région), un représentant de l'EPCI et un représentant du guichet.

Le comité de pilotage technique associant les guichets et acteurs du territoire concourant au service public de la rénovation de l'habitat est en charge de la conduite opérationnelle. Il se réunira au moins tous les trois mois.

Le comité de pilotage technique sera composé des membres de la commission transition écologique et énergétique de la CCYN.

6.2. Mise en œuvre opérationnelle

6.2.1. Recours éventuel à des partenariats de mises en œuvre ou de prestataires

La CCYN portera en régie la majeure partie du volet 1 grâce à l'implication des agents du service transition énergétique et des agents du service communication.

En revanche pour le volet 2, la CCYN conventionnera avec INHARI. (Les missions sont détaillées en annexe)

6.3. Évaluation et suivi des actions engagées

6.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs

La présente convention doit permettre d'atteindre les objectifs généraux définis aux articles 3 et 4. Les

objectifs seront suivis grâce aux indicateurs de résultats définis pour chaque volet.

Les modalités de reporting sont prévues dans le cadre de la convention avec INHARI. Le guichet et la régie devront compléter l'outil de suivi informatique mis à disposition par l'Anah début 2025. Pour les remontées auprès de l'État, elles se feront dans le cadre des comités techniques.

6.3.2. Bilans et évaluation finale

Un bilan au moins annuel et un bilan final de l'opération seront réalisés et présentés sous la responsabilité du maître d'ouvrage en comité de pilotage stratégique. Ils seront adressés aux différents partenaires de l'opération.

Bilan annuel

Le bilan annuel établi sous la responsabilité du maître d'ouvrage ouvrira des perspectives pour la bonne continuité du programme. Il sera validé à l'occasion du comité stratégique annuel.

Ce rapport devra faire état des éléments suivants :

- concernant les volets de missions relatifs à la dynamique territoriale et l'information-conseil-orientation : description des actions mises en œuvre pour la mobilisation des ménages (notamment les publics prioritaires identifiés) et des professionnels et impact de ces actions ; sollicitation du service d'information-conseil (nombre de contacts et de conseils personnalisés, thématiques d'information ou de conseil apportées), orientations réalisées vers des AMO par type de travaux réalisés ;
- pour les dossiers de travaux réalisés dans le cadre des missions d'accompagnement prévues dans la présente convention : localisation, nature des travaux ; coûts et financements ; maîtrise d'œuvre ; impact sur le cadre de vie et la vie sociale ;
- pour les dossiers de travaux en cours dans le cadre des missions d'accompagnement prévues dans la présente convention : localisation, nature des travaux ; état d'avancement du dossier, points de blocage.

En fonction des difficultés rencontrées sur les plans techniques, administratifs et financiers, des mesures seront proposées pour corriger la tendance et atteindre les objectifs fixés par la convention. Elles feront si nécessaire l'objet d'un avenant à la convention.

Bilan final

Sous la responsabilité du maître d'ouvrage, un bilan final du programme sous forme de rapport devra être présenté au comité de pilotage stratégique en fin de mission.

Ce rapport devra notamment :

1. **rappeler les objectifs quantitatifs et qualitatifs** ; exposer les moyens mis en œuvre pour les atteindre ; présenter les résultats obtenus au regard des objectifs ;
2. **analyser les difficultés rencontrées** (techniques, financières, administratives) lors de l'animation sur ses différentes phases : sensibilisation des propriétaires (et locataires) et acteurs de l'habitat ; coordination du projet et des acteurs ; problèmes techniques, déroulement des chantiers ; relations entre les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre et les entreprises ; maîtrise des coûts ; dispositifs spécifiques ou innovants
3. **recenser les solutions mises en œuvre** ;
4. **synthétiser l'impact du dispositif** sur le secteur de l'habitat, sur les activités économiques et la vie sociale.

Ce document pourra comporter des propositions d'action à mettre en œuvre pour prolonger la dynamique du programme ainsi que des solutions nouvelles à initier.

Chapitre VI – Communication.

Article 7 - Communication

Le maître d'ouvrage du programme, les signataires et les structures en charge de la mise en œuvre opérationnelle des actions de la présente convention s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous.

L'ensemble de la communication locale à destination du grand public autour des missions prévues par la présente convention devra s'articuler autour de la marque nationale du service public de la rénovation de l'habitat : France Rénov' et dans le respect de sa charte graphique. L'usage de marques locales est possible sous condition d'affichage d'un logo afférent « avec France Rénov' ».

Le maître d'ouvrage du programme et les signataires porteront également le nom et le logo de l'Agence nationale de l'habitat composé de la Marianne de l'État et du logo type Anah sur l'ensemble des documents et ce dans le respect de la charte graphique de l'État. Ceci implique tous les supports d'information print et digitaux, tels que : dépliants, plaquettes, vitrophanies, sites internet ou communications presse portant sur le périmètre de la présente convention.

Les structures en charge des missions relatives à un service d'information et de conseil en matière de rénovation de l'habitat auprès des ménages prévues au 3.2 de la présente convention appliqueront dans tous les supports de communication **le logo de l'émetteur principal de cette communication associé au logo « avec France Rénov' »**.

Les documents d'information générale ou technique conçus par l'Agence à destination du public devront être largement diffusés. Il appartient au maître d'ouvrage du programme et à l'opérateur de prendre attache auprès du pôle Communication, coordination et relations institutionnelles (PCCRI) de l'Anah afin de disposer en permanence des supports existants : guides pratiques, liste des travaux recevables, dépliants sur les aides, etc.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'Anah peut être amenée à solliciter le maître d'ouvrage et les structures en charge de la mise en œuvre des actions en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'opérateur apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme.

En complément, si les signataires de la convention réalisent eux-mêmes des supports de communication relatifs à la présente convention, ils s'engagent à les faire connaître au PCCRI de l'Anah et les mettre à sa disposition, libres de droits.

Enfin, le maître d'ouvrage et les structures de mise en œuvre assurant les missions de suivi-animation dans le secteur programmé s'engagent à informer le PCCRI de l'Anah de toute manifestation spécifique consacrée à l'opération afin qu'elle relaie cette information.

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communications (logos et règles d'usage) sont à disposition sur l'extranet de l'Agence (ExtraRénov').

Chapitre VII – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation.

Article 8 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période de 5 année calendaire.

Elle portera ses effets pour les demandes de subvention déposées auprès des services de l'Anah du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2029 inclus.

Article 9 – Révision et/ou résiliation de la convention

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat, ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits), le nécessite, des ajustements pourront être effectués, par voie d'avenant.

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

La convention de PIG Pacte territorial France Rénov' peut être prolongée ou modifiée par avenant. L'avenant de prolongation intègre un bilan de l'exécution et un prévisionnel d'objectifs/contenu des missions de la convention.

La présente convention pourra être résiliée, par le maître d'ouvrage ou l'Anah, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 10 Modalités de mise en œuvre du volet 3.3. « accompagnement » pendant la durée de la convention de PIG PT-FR' initiale

10.1. Principes de mise en œuvre

Le volet « accompagnement », visé à l'article 3.3, peut être réalisé ultérieurement à la signature de la présente convention de PIG PT-FR'.

Ce volet « accompagnement » peut être réalisé :

- soit, par le maître d'ouvrage de la présente convention de PIG PT-FR',
- soit, par un autre maître d'ouvrage répondant aux conditions du 1.1 de la présente convention.

Ce volet « accompagnement » peut être mis en œuvre par un ou plusieurs maître-s d'ouvrage.

La mise en œuvre du volet « accompagnement » prend la forme d'une Convention « volet accompagnement » conclue entre :

- le maître d'ouvrage du volet « accompagnement »
et
- les Parties Initiales de la convention de PIG PT-FR' en vigueur.

Chaque Convention « volet accompagnement » définit son périmètre d'intervention territorial et les publics ciblés en cohérence avec la présente convention de PIG PT-FR' au moment de sa signature.

10.2. Engagement des parties

10.2.1. Engagement du maître d'ouvrage de la Convention « volet accompagnement »

A compter de la signature de la Convention « volet accompagnement », le maître d'ouvrage du « volet accompagnement » s'engage envers tous les signataires de la présente convention de PIG PT-FR' à respecter les obligations prévues par celle-ci.

Il s'engage également envers toutes les parties qui signeraient ultérieurement des Conventions « volet accompagnement », à respecter les obligations prévues par la présente convention de PIG PT-FR'.

10.2.2. Engagement des autres parties

Les parties signataires de la convention de PIG PT-FR', autres que les Parties Initiales, sont réputés accepter tout maître d'ouvrage signataire d'une Convention « volet accompagnement » en tant que nouvelle partie à la présente convention de PIG PT-FR'.

Les parties qui concluraient une Convention « volet accompagnement » consécutivement à la signature de la présente convention de PIG PT-FR' sont réputés accepter tout maître d'ouvrage signataire d'une Convention « volet accompagnement » en tant que nouvelles parties à la présente convention de PIG PT-FR'.

Le maître d'ouvrage de la convention de PIG Pacte territorial France Rénov' initiale informe l'ensemble des parties de la conclusion de toute nouvelle Convention « volet accompagnement ».

Article 11 – Transmission de la convention

La convention de programme signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, au signataire de la convention de cadrage du service public de la rénovation de l'habitat dans laquelle s'inscrit le territoire ainsi qu'au délégué de l'Agence dans la région et à l'Anah centrale en version PDF.

Les éventuels avenants à la présente convention seront transmis dans les mêmes conditions. Le délégué de l'Anah dans le département est chargé de l'intégration des informations de la convention dans Contrat Anah.

Fait en 3 exemplaires à YVETOT, le xx

Pour le maitre d'ouvrage,

Pour l'Etat,

Pour l'Agence nationale de l'habitat,

Autres partenaires

ANNEXE 1 : Budget prévisionnel pour le volet 1 :

Intitulé de l'action	Public(s) ciblé(s)- (plusieurs choix possibles)	Réalisation de la mission	Quantité ou part d'ETP pour les régies	Salaires chargés/Coût unitaire	Montant global HT	Montant global TTC
Lancement de la communication sur le volet adaptation des logements	Propriétaires occupants	en régie, chargée de mission transition écologique	0,25	50 000	12 500	12 500
	Propriétaires bailleurs					
Stand et animations sur les marchés	Tous publics	INHARI	4	900	3 600	3 600
Création de visuels, de guide des aides, d'outils de communication, publications sur les réseaux sociaux, encarts presse	Tous publics	en régie, chargé de communication	0,1	52 000	5 200	5 200
		campagne publicitaire			3 000	3 600
		encarts dans la presse			1 000	1 200
Prospection auprès des propriétaires bailleurs de logements vacants	Propriétaires bailleurs	en régie	0,05	50 000	2 500	2 500
Réunion d'information à destination des syndic de copropriété	Syndics de copropriété	en régie	1	1 500	1 500	1 500
TOTAL					29 300	30 100

Budget prévisionnel pour le volet 2

Intitulé de l'action	Public(s) ciblé(s)- (plusieurs choix possibles)	Réalisation de la mission	Objectifs quantitatifs/indicateurs	Quantité/part d'ETP pour les régies	Salaires chargés/Coût unitaire	Montant global HT
Répondre aux 1ères interrogations au téléphone, courriel et en permanences	Tous publics	INHARI forfait	500	forfait de 0,8 X le nombre d'habitants de l'EPCI	20 925	20 925
Permanences physiques et/ou au domicile et le cas échéant orientation	Tous publics	INHARI	42		300	12 600
Conseil renforcé avec visite à domicile	Tous publics	INHARI	42		300	12 600
Réunion de suivi, bilan mi année et fin d'année		INHARI	4		900	3 600
TOTAL						49 725